

Acker, Alison. *Honduras : The Making of a Banana Republic.*  
Toronto, Between the Lines, 1988, 166 p.

Claude Morin

Volume 21, Number 2, 1990

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702686ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702686ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Morin, C. (1990). Review of [Acker, Alison. *Honduras : The Making of a Banana Republic.* Toronto, Between the Lines, 1988, 166 p.] *Études internationales*, 21(2), 439–441. <https://doi.org/10.7202/702686ar>

l'Ouest, et un Protocole d'assistance mutuelle en matière de défense dans le cadre de la Communauté économique des États de l'Afrique occidentale, dont les auteurs nous présentent forces et faiblesses.

Toutefois, les auteurs exhortent leurs compatriotes à aller plus loin sur la voie du multilatéralisme en y adjoignant une réelle volonté politique permettant de réunir les ressources nécessaires à la formation et au maintien d'une Force panafricaine de paix. L'ouvrage fournit ainsi un plan d'avenir élaboré, quant à l'action collective préconisée, tout en mettant en garde les intéressés contre les contradictions de l'État postcolonial et sans verser dans l'idéalisme panafricain.

En effet, la démarche des auteurs témoigne davantage d'une vision réaliste des relations internationales, privilégiant l'État comme principal acteur, où l'équilibre des puissances, le maintien de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale passent par une maîtrise et une prééminence des questions stratégiques. Loin d'inscrire la défense de l'Afrique dans un débat Nord-Sud, les auteurs situent le problème dans le cadre de la compétition Est-Ouest, tout en insistant sur les facteurs internes à l'origine de la faiblesse militaire africaine.

En tant que directeur et vice-président de l'Institut panafricain de géopolitique, Tshiyembe et Bukasa ont adopté une méthodologie qui leur est chère. Toutefois, il convient de souligner que la géopolitique est une approche qui privilégie le *statu quo*. Or l'équilibre des puissances, tel que promu par le discours réaliste ne laisse guère de place à une Afrique forte et responsable. De même, la géopolitique privilégie généralement la dimension externe de la politique étrangère, au détriment de la dimension interne, laissant pour compte le jeu des forces socio-économiques que cache la notion d'État, ainsi que les acteurs mul-

tionationaux, dont le rôle en matière d'armements et de défense n'est pas à négliger. Ainsi, malgré l'effort des auteurs pour tenir compte de la dialectique entre éléments internes et externes de la sécurité africaine, la méthodologie employée ne pouvait leur permettre d'approfondir cette dynamique interne.

On pourrait également regretter le piètre travail d'édition, laissant un grand nombre de citations d'hommes d'État, ministres et responsables politiques sans référence en bas de page. Il s'agit néanmoins d'une recherche sérieuse à partir de sources diversifiées, qui mérite d'être lue, d'autant qu'il existe si peu de livres de chercheurs africains sur les questions stratégiques.

Isabelle FRANÇOIS

*Département de science politique  
Université de Montréal*

## AMÉRIQUE CENTRALE

ACKER, Alison. *Honduras: The Making of a Banana Republic*. Toronto, Between the Lines, 1988, 166p.

Il en aura fallu du temps pour que les médias nous fassent découvrir le Honduras. Encore que l'intérêt qu'on lui porte est dérivé d'un conflit qui lui est étranger et dans lequel il fait figure de valet. Pour Washington et, par ricochet, pour l'extérieur, le Honduras n'existe qu'en fonction d'une politique mise en place après la Révolution sandiniste et les débuts de la guerre civile au Salvador. Sa position géographique en a fait un État-tampon, puis un État-tremplin d'où il est possible d'intervenir dans les trois pays limitrophes. Après avoir incarné jusqu'à la caricature la « république bananière », le Honduras est devenu la « république du Pentagone ».

Compte tenu des installations militaires (aéroports, radars) dont y disposent les États-Unis, on a même parlé du USA Honduras.

Acker s'est prise de sympathie pour ce pays. En comparaison avec un récent ouvrage présenté ici même, *Honduras: State for Sale*, son livre est plus proche d'une reconstitution historique, plus fluide aussi. Oeuvre de vulgarisation, il n'en offre pas moins une synthèse sérieuse, appuyée sur une ample bibliographie et guidée par des discussions avec des Honduriens bien au fait des réalités nationales. Les notes ne rendent pas compte de tout ce que l'auteure doit à ses lectures, car à la façon d'un journaliste, elle ne mentionne ses emprunts que lorsqu'il s'agit d'une citation ou d'une idée précise.

Comment le Honduras en est-il venu à se vendre à une cause aussi détestable que désastreuse, celle d'offrir une base arrière à la « contra » et d'oeuvrer à la déstabilisation du Nicaragua? Comme le reconnaît l'auteure: « to blame Honduran subservience entirely on U.S. pressure would be to ignore Honduran responsibility. A history of compliance and corruption allowed U.S. militarization to take place » (p. 122). En effet l'un des mérites de ce livre est de nous révéler la longue tradition de servilité et de vassalité qui forme le tissu de cette histoire. Que de fois les élites honduriennes ont pensé assurer leur prospérité en s'associant à des intérêts étrangers qui ne voyaient dans ce pays qu'un peuple indolent et des richesses à exploiter. Après l'échec d'un projet de canal interocéanique, l'exploitation de la banane devint la grande affaire; les rivalités entre compagnies se prolongèrent dans des luttes entre partis que stimulait la corruption. Un roi de la banane ne disait-il pas qu'au Honduras une mule valait plus qu'un parlementaire. La lettre Rolston (pp. 65-66) en dit long sur le mépris qu'inspiraient les élites hondu-

riennes. Le Honduras n'a jamais eu une maîtrise de son territoire. Aujourd'hui comme hier les dirigeants ne s'intéressent au fond qu'à monnayer leur collaboration et s'ils renâclent à l'occasion c'est afin d'obtenir de leur patron un meilleur prix.

Le Honduras a pourtant connu son heure de gloire. L'un de ses fils, Francisco Morazán, lutta deux décennies durant pour défendre un projet unioniste digne de Bolívar. Son programme de réformes inspiré du libéralisme nord-atlantique ne put vaincre la résistance conjuguée des oligarchies et du clergé. Ce « Napoléon » centre-américain devait mourir au Costa Rica devant le peloton d'exécution. Les particularismes régionaux attisés par les ambitions des puissances extérieures eurent vite raison des Provinces unies d'Amérique centrale. L'idéal unioniste aurait pu trouver dans le Honduras son centre de gravité naturel et cela d'autant plus aisément que celui-ci ne pouvait prétendre à l'hégémonie régionale. Il y a trouvé le plus souvent un obstacle supplémentaire. Ainsi en 1954, quand il accueillit les mercenaires guatémaltèques que la CIA utilisait pour renverser le gouvernement réformateur de Jacobo Arbenz. À nouveau en 1969 quand les gros éleveurs, opposés à la réforme agraire, firent des colons salvadoriens des boucs émissaires et provoquèrent une guerre humiliante pour le pays et désastreuse pour le jeune Marché commun centre-américain. L'alignement de Tegucigalpa sur les politiques de l'Administration Reagan a beaucoup retardé la négociation d'une solution régionale au conflit centre-américain. Le Costa Rica a d'ailleurs été l'artisan du déblocage.

La militarisation du Honduras n'avait pas attendu la révolution sandiniste. Elle a débuté dans les années cinquante avec la professionnalisation des forces armées sous l'égide et avec l'aide des États-Unis. De 1957 à 1981, les militaires occupèrent mêm-

me le pouvoir, ne l'abandonnant qu'à l'incitation de Washington qui comprenait qu'un ravalement de façade s'imposait pour leur allié et qu'il fallait le parer d'un gouvernement civil élu. Acker n'est pas dupe face à une « démocratie » aussi superficielle qu'illusoire. Le chapitre « Loosing out in the U.S. War Games » résume bien les coûts politiques et économiques d'une militarisation qui a fait du Honduras un pilier régional d'un système hégémonique contesté. Qui a profité d'une assistance qui s'est élevée à plus de 1,3 milliard de dollars entre 1980 et 1987? Sûrement pas les Honduriens ordinaires plus pauvres qu'avant, objectivement et subjectivement.

Ce n'est pas par ailleurs un moindre apport de ce livre de retracer l'histoire des luttes sociales et la montée de nouveaux acteurs, tels le mouvement ouvrier et les femmes. C'est sur ce terrain que l'auteure traduit mieux la sympathie qu'elle ressent pour les Honduriens et qu'elle nous livre du Honduras une image plus juste que celle que fabriquent des journalistes pressés. Même s'il n'est pas un produit typiquement universitaire, l'ouvrage pour modeste qu'il soit compte parmi les meilleurs – ils ne sont pas légion de toute façon – consacrés à ce pays par des étrangers.

Claude MORIN

Département d'histoire  
Université de Montréal

DUPUY, Alex. *Haiti in the World Economy: Class, Race, and Underdevelopment Since 1700*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Latin American Perspectives Series, no. 4 », 1989, 255p.

L'ouvrage procède à l'étude de la place d'Haïti dans l'économie mondiale depuis 1700 et examine les raisons de l'échec des

promesses révolutionnaires de 1804 qui a conduit le pays au sous-développement. À partir de théories marxistes, de la dépendance, et du système mondial, il analyse les facteurs structurels qui ont contribué au sous-développement d'Haïti, soit le contrôle étranger du capital, une production orientée vers l'exportation, la dynamique de classes et raciale. L'ouvrage consiste surtout en un survol exhaustif de l'histoire haïtienne qui est scrutée à la lumière de ces théories. Il examine de façon fort intéressante les contradictions qui ont suivi l'indépendance avec le développement d'une paysannerie et d'une élite nationale divisée par un clivage racial. Ainsi, toute l'histoire d'Haïti apparaît comme une faiblesse chronique de l'État haïtien face aux forces extérieures qui régissent sa conduite et lui assignent son rôle dans le système mondial de production. Centrale à l'étude est cette rivalité entre bourgeoisies mulâtre et noire qui semble se perpétuer jusqu'à récemment mais qui connut son point culminant sous Duvalier qui s'appuyait sur elle pour mieux gouverner.

Dupuy explique que plusieurs théories de la dépendance, notamment celles touchant l'économie des Caraïbes dans ses rapports centre-périphérie, sont insuffisantes à saisir la réalité et la problématique haïtiennes. Elles doivent être complétées par une analyse des structures de dépendance sur le capital extérieur et les rapports de classes avec l'État.

Ainsi, Dupuy conclut que le sous-développement d'Haïti a été causé par son incorporation dans le système de l'économie mondiale en tant qu'économie périphérique d'exportation de produits agricoles d'abord, puis ensuite de quelques produits semi-manufacturés. Cette spécialisation bloqua la formation de secteurs intégrés au détriment du développement d'une économie nationale qui aurait pu créer son propre capital et ses propres biens de consommation. Dépendante, l'économie haïtienne